

*Les subsides*

commencions dès aujourd'hui, pas demain ni dans une semaine, à débarrasser le globe de tous les armements nucléaires. La motion à l'étude n'est qu'une première démarche pour atteindre ce but.

**Le président suppléant (M. Charest):** Y a-t-il des questions ou des commentaires?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, je voudrais intervenir dans ce discours cet après-midi et essayer de régler certains problèmes concernant les procédures qui ont été soulevées tantôt. J'ai l'intention de faire un discours, je ne pose pas de questions.

**Le président suppléant (M. Charest):** Très bien. Débat.

**M. Chrétien:** Très bien, monsieur le Président. Tout d'abord, je voudrais dire à cette Chambre que je suis un peu embarrassé du fait que nous n'allons normalement avoir au cours de cette session qu'un seul débat sur un sujet aussi important que celui-ci. Nous avons été avisés mercredi du présent débat, et je trouve tout à fait aberrant que le gouvernement ait décidé, alors que nous n'avons qu'une seule occasion de débattre d'un problème qui est considéré par des millions de Canadiens comme le problème le plus important auquel notre génération a à faire face, que ni le premier ministre (M. Mulroney), ni le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) aient trouvé le temps d'être présents en cette Chambre pour un débat d'une telle importance. Je me rappelle très bien, lorsqu'ils étaient tous les deux dans l'opposition, chaque jour, ils demandaient qu'on ait un débat à ce sujet, et au moment où nous en avons un ici ils ont trouvé que d'autres engagements étaient plus importants, alors que le premier ministre, au cours du premier discours qu'il a prononcé en sa capacité de premier ministre, lorsqu'il a visité, quelques semaines après son assermentation, son *alma mater*, l'université en Nouvelle-Écosse, a dit, au cours de ce discours, que pour lui c'était le problème numéro un qui allait être l'objet de sa plus grande préoccupation au cours de son mandat, soit le problème des armements nucléaires. Aujourd'hui nous avons un débat sur ce sujet, et nous n'aurons pas l'occasion de le «redébattre» normalement avant la fin de cette session qui pourrait durer jusqu'au mois de juin et même plus tard, et je trouve tout à fait inacceptable que ni le premier ministre ni le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne soient présents ici aujourd'hui pour débattre de ce problème.

[Traduction]

Je crois que les discours prononcés aujourd'hui reflètent bien la gravité du problème. Je pourrais énumérer tous les désastres qui pourraient survenir dans le monde si jamais l'une ou l'autre des superpuissances déclenchaient une guerre par erreur, compte tenu des arsenaux en leur possession. L'URSS possède 1,389 missiles balistiques intercontinentaux dans des silos terrestres, des centaines de milliers de fois plus destructeurs que la bombe d'Hiroshima. Et les États-Unis en possèdent autant. Ils ont 1,037 missiles balistiques intercontinentaux qui représentent des milliers d'Hiroshima en puissance.

Nous savons qu'en juin 1981 un ordinateur militaire a mal fonctionné aux États-Unis. Nous sommes venus à un cheveu que le général James Harlinger prenne une décision qui aurait menacé toute forme de vie sur terre. On l'a informé qu'un problème technologique s'était produit. Il a donc été sur le

point de prendre une décision qui aurait été fondée sur une erreur technique.

Personne n'a oublié, bien sûr, le film qui est passé à la télévision il n'y a pas si longtemps, un film qui a bouleversé les jeunes universitaires dans le monde entier. Ce film a jeté bien des gens dans la stupeur. Bon nombre d'entre eux ont eu l'impression qu'ils n'avaient aucun avenir parce que l'escalade nucléaire se poursuivait entre les deux superpuissances. Nous devons aujourd'hui exprimer les opinions des Canadiens sur la question. Je suis étonné qu'il y ait si peu de députés à la Chambre et aucun de ceux qui sont à la tête du gouvernement pour faire valoir son point de vue.

● (1630)

Bien entendu, nous sommes tous en faveur de la paix et du désarmement. Toutefois, je trouve à redire à la proposition que le NPD présente aujourd'hui. Je suis heureux que le leader parlementaire de ce parti, le député de Hamilton Mountain (M. Deans) ait avoué qu'il y a un élément politique dans la motion à l'étude. Il a demandé s'il était possible de retrancher certains mots dans la motion qui, selon lui, pourraient être offensants. Voilà pourquoi mon parti ne peut appuyer la motion principale. C'est en somme parce que la politique y est pour quelque chose. La motion demande au gouvernement d'adopter le principe proposé et de rejeter du même coup la position du gouvernement précédent. On insère ainsi un élément de politique inadmissible dans la motion.

Les députés ont appuyé à l'unanimité la mission de paix de M. Trudeau lorsqu'il était premier ministre. Nous jugions qu'il était de la plus haute importance qu'on se rende compte dans le monde entier que le Canada cherche à trouver de nouvelles solutions au problème fondamental auquel se heurte l'humanité. En présentant une motion qui nie la validité de la mission de paix de l'ancien premier ministre, M. Trudeau, qui avait reçu l'appui des trois partis, on introduit un élément politique dans le débat. Je suis heureux que le leader parlementaire du NPD ait eu le courage d'avouer que ces mots étaient superflus. En dépit du fait que nous pourrions débattre la motion principale certaines de ses dispositions empêchent les membres de mon parti de souscrire à la motion, du moins sur ce point.

La résolution du NPD présente un autre défaut: elle est dépassée. Quand la résolution a été proposée aux Nations Unies, on voulait en somme inciter les superpuissances à entamer des pourparlers, à s'entendre au sujet d'un gel des armes nucléaires et à réduire ensuite l'arsenal.

Nous voulons tous la paix. Ce sont les modalités qui font problème. Toutefois, il y a maintenant un nouvel élément en cause. Le chef de mon parti a pris la parole à la Chambre ce matin et a déclaré que les deux superpuissances avaient décidé d'avoir des entretiens les 6 et 7 janvier 1985 sans imposer de conditions préalables, en vue d'examiner la situation du désarmement nucléaire. Nous devrions accueillir cette annonce avec satisfaction. Je suis persuadé que c'est à quoi songeaient les parrains de cette résolution aux Nations Unies. Ils voulaient que les superpuissances se réunissent et prennent une initiative qui dissiperait dans une certaine mesure l'inquiétude ressentie dans le monde entier.

Lorsque mon chef est intervenu ce matin, il a proposé que nous donnions aux superpuissances un ordre du jour conduisant à la paix et au désarmement. Il s'agit là d'une excellente